



C'est donc une fois de plus en actionnant le 49.3 et au mépris de la démocratie parlementaire que le gouvernement a adopté la Loi de Programmation des Finances Publiques qui organisera l'austérité budgétaire jusqu'en 2027 !

Dans le même temps, le gouvernement a d'ores et déjà fixé les grandes lignes des budgets 2024, notamment via le Projet de Loi de Finances (PLF) et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS).

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils sont marqués du sceau du libéralisme le plus exacerbé et de l'austérité la plus dévastatrice.

Deux chiffres suffisent à souligner l'ampleur des reculs qu'annoncent ces projets de budget.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Les dépenses de l'Etat (hors comptes spéciaux et prélèvements sur recettes) seraient amputées de 4,8% par rapport à 2023.

L'Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie (ONDAM) serait revalorisé de 3,2%.

Que traduisent concrètement ces données ?

Pour pouvoir mieux appréhender les conséquences de ces projets de budget, il faut d'abord souligner une nouvelle fois le contexte d'inflation marquée que nous connaissons.

Si celle-ci devrait ralentir sur 2024, elle demeurera à un niveau cependant soutenu. Les dernières projections de la Banque de France tablent sur une augmentation du coût de la vie de 2,8% pour l'année prochaine.

Le budget de l'Etat sera donc en baisse de 8 points en euros constants. Une véritable chute !

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle s'inscrit dans une tendance longue et lourde de coupes dans les crédits socialement utiles.

En effet, à rebours des allégations de membres du gouvernement, de responsables politiques et des pseudos experts qui trustent les plateaux télé, ce ne sont pas les salaires et les effectifs des personnels de la Fonction publique qui grèvent les budgets. Ce sont bien les multiples aides aux entreprises qui, depuis des années, se sont multipliées et coûtent « un pognon de dingues ».

En 2000, lorsque l'on neutralise les diverses dépenses de soutien aux entreprises, le budget de l'Etat représentait 14,1% du PIB.

En 2024, si l'on reproduit le même exercice, le budget de l'Etat ne représente plus que 11,4% du PIB. 2,7 points de PIB, cela représente 70 à 80 milliards d'euros.

Rappelons d'ailleurs que nous nous situons bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE en matière de dépenses publiques octroyées en direction des entreprises.

Quant aux résultats de ces mannes déversées depuis des décennies, le haut niveau persistant du chômage, les dividendes versés qui ne cessent de s'accroître et l'insolente augmentation du pactole des milliardaires montrent leur inutilité sociale et leur caractère profondément injuste.

[.../... suite à télécharger](#)

fichiers:



[Télécharger 2023.10_04_pour_des_budgets_2024_a_la_hauteur_des_enjeux.pdf](#)

(281.34 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Fonction publique](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
